

# Le changement c'est maintenant : Où en sommes-nous !

Lors de la campagne de l'élection Présidentielle, François Hollande avait présenté son [agenda du changement](#), dans lequel il décrivait le calendrier des mesures qui seraient prises lors de la première année du mandat.

Après plus de deux mois de l'installation de François Hollande à l'Élysée où en sommes-nous des premières mesures prises par rapport à son agenda de campagne ?

## Ce qui est déjà fait !

- **Augmentation de l'allocation de rentrée scolaire de 25%** La mesure a été annoncée lors du [conseil des ministres du 30 mai](#). Le décret qui a été [publié au «JO» du 29 juin](#)
- **Réduction de la rémunération du chef de l'Etat et des membres du gouvernement de 30% : décret signé lors du premier conseil des ministres** Le décret concernant la rémunération mensuelle des membres du gouvernement (qui baisse de 14 200 euros à 9 940 euros) a effectivement été présenté lors du [premier conseil des ministres](#), le 17 mai. La baisse de 30% des salaires du Président et du Premier ministre figure elle dans le projet de loi de finances rectificatives, qui sera examiné à partir de la semaine prochaine.
- **Signature d'une charte de déontologie et publication des déclarations d'intérêt par les membres du gouvernement et circulaire du Premier ministre étendant ces exigences aux membres des cabinets et plafonnant leurs effectifs: lors du premier conseil des ministres** [Ces dispositions](#) ont effectivement été présentées lors du premier conseil des ministres. Les déclarations d'intérêts des ministres ont été publiées dans la fiche de chacun d'entre eux sur le [site du gouvernement](#). (Slate en a fait une synthèse que vous pouvez [lire ici](#))
- **Annonce à nos partenaires au sein de l'Otan du retrait de nos troupes d'Afghanistan** Cette décision a été confirmée par François Hollande lors de son [déplacement aux Etats-Unis](#) quelques jours après son investiture.
- **Transmission à nos partenaires européens d'un mémorandum détaillé proposant un Pacte de responsabilité, de croissance et de gouvernance pour modifier et compléter le Traité de stabilité et réorienter la construction européenne vers la croissance: dès fin mai, en vue du Conseil européen des 28 et 29 juin** Sans passer formellement par la case du mémorandum, les propositions françaises ont été présentées [lors d'un dîner européen](#) fin mai (ce qui ne veut pas forcément dire que tous soient convaincus...)
- **Abrogation de la circulaire Guéant sur les étudiants étrangers** Ce texte très controversé a été [abrogé](#) et remplacé par une [nouvelle circulaire](#) sur «*l'accès au marché du travail des diplômés étrangers*».

## C'est engagé

- **Lancement d'un nouveau Livre blanc sur la Défense nationale** La préparation du nouveau Livre blanc a été [effectivement été lancée](#).
- **Fixation d'un éventail maximal de 1 à 20 pour les rémunérations dans les entreprises publiques: décret fin mai** Cette mesure sur le plafonnement des rémunérations des dirigeants des entreprises publiques a été [détaillée en conseil des ministres](#) le 13 juin. Le décret est prévu pour la fin juillet.

**Caution solidaire mise en place pour permettre aux jeunes d'accéder à la location: décret pris après concertation avec les partenaires sociaux** Selon le ministère du Logement, les travaux sont en cours, pour un aboutissement prévu à la rentrée.

## C'est en retard ou différé

- **Blocage des prix des carburants pour trois mois** L'hiver dernier, le prix des carburants battait records sur records et Hollande promettait un «*blocage de prix*». Mesure oubliée dès son élection, le [gouvernement arguant de la \(légère\) baisse des prix](#) au printemps pour juger la mesure non nécessaire. Mais il a promis de reprendre l'idée si les prix repartent à la hausse.
- **Garantie pour l'épargne défiscalisée (livret A et livret d'épargne industrie, successeur du Livret de développement durable) d'une rémunération supérieure à l'inflation et doublement du plafond de ces livrets, pour mieux financer le logement social, le développement des PME et l'innovation** L'urgence de cette mesure a semble-t-il disparu : Pierre Moscovici a [précisé la semaine dernière](#) que le relèvement du plafond se ferait en fait «*au rythme des besoins*».

**Circulaire sur la lutte contre les «délits de faciès» lors des contrôles d'identité** Un sparadrap qui n'a pas fini de coller aux doigts du gouvernement. Manuel Valls semble de moins en moins partant pour [mettre en place le récépissé](#) lors des contrôles d'identité. La décision est renvoyée après l'été. Le député socialiste s'est pour le moment contenté, [lors d'un discours](#) aux nouveaux diplômés de l'école de police, à bannir les contrôles d'identité «*abusivement répétés ou réalisés sans discernement*» susceptibles d'«*alimenter le ressentiment d'une partie de la population*».

Source article du journal Libération du 13 juillet de GUILLAUME LAUNAY